

"Les Quinze marchent vers l'Est à reculons" dans Libération (12 décembre 1997)

Légende: Le 12 décembre 1997, commentant les enjeux du Conseil européen de Luxembourg, le quotidien français Libération analyse l'attitude des Quinze face au futur élargissement de l'Union européenne.

Source: Libération. 12.12.1997, n° 1212. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"les_quinze_marchent_vers_l_est_a_reculons"_dans_liberation_12_decembre_1997-fr-31d5e812-b3af-481b-95dc-bd5667a5ca9d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Les Quinze marchent vers l'Est à reculons

L'élargissement de l'UE au cœur du sommet de Luxembourg aujourd'hui et demain

Le grand vent de l'Histoire - avec un h majuscule - aurait dû souffler sur le sommet européen qui se déroule aujourd'hui et demain à Luxembourg. Après tout, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement ne vont-ils pas décider d'ouvrir des négociations d'adhésion avec les anciennes démocraties populaires d'Europe centrale et orientale? Quel symbole! Moins de huit ans après la chute du rideau de fer et l'effondrement du communisme, ces pays sont appelés à rejoindre l'Union européenne, ce club très organisé de démocraties aisées. Et pourtant, même si l'Histoire retiendra sans doute ce Conseil européen de Luxembourg comme marquant le début du processus d'élargissement vers l'Est, on ne peut pas dire que les Quinze se rendent dans le grand-duché avec enthousiasme. Ce serait même plutôt le contraire. Il revient au chancelier autrichien, Viktor Klima, d'avoir mangé le morceau et dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas : l'élargissement est, certes, « une nécessité, mais il ne suscite pas d'euphorie ». Et d'appeler les Quinze à prendre leur temps : il ne faut pas, a-t-il plaidé, que ce soit une « opération abrupte ».

De fait, l'élargissement prochain de l'Union inquiète plus qu'il ne rassure, les Etats de l'Union prenant doucement conscience du prix élevé qu'il leur faudra payer : personne ne sait si l'Union survivra à son extension vers l'Est alors qu'elle n'a pas été capable de réformer ses institutions, à Amsterdam, en juin, pour pouvoir fonctionner à vingt-six membres. Et surtout, personne n'est capable d'estimer le coût de l'élargissement - pour les Quinze actuels -, alors que l'ensemble des candidats est très loin d'avoir rattrapé son retard économique.

Des questions, pourtant vitales, que les Quinze se sont interdit de poser jusqu'à présent de peur d'être accusés de vouloir freiner la marche de l'Histoire. L'élargissement devenant maintenant une réalité tangible, elles resurgissent logiquement. Mais aucun pays - pas même la France qui en agite la menace depuis six mois - ne voulant « prendre en otage l'élargissement », il y a fort à parier qu'on en restera là. L'élargissement se fera dans le non-dit et la crainte de l'avenir. Avec le risque de susciter la rancœur des pays de l'Est déçus de cette absence d'entrain.

Bien que la Commission européenne, dans les « avis » qu'elle a rendus en juillet sur le mérite des différentes candidatures, reconnaisse qu'aucun de ces pays n'est actuellement prêt (leur PNB cumulé représente 8,7% de celui de l'Union), pas même ceux avec qui elle recommande de débiter les pourparlers (Pologne, République tchèque, Hongrie, Estonie, Slovaquie plus Chypre), les négociations d'adhésion s'ouvriront dès l'an prochain. Car la « pression » est trop forte pour tergiverser davantage.

Les promoteurs les plus enthousiastes de l'élargissement se retrouvent donc aujourd'hui largement dépassés par le mouvement qu'ils avaient initié. Au premier rang desquels l'Allemagne, dont on oublie trop souvent qu'elle n'était intéressée que par l'adhésion de ses voisins immédiats, à savoir la Pologne, la République tchèque et la Hongrie (qui viennent, au passage, d'intégrer l'Otan) afin de stabiliser sa frontière orientale. Le mouvement s'accélère même encore. Pour les « intégristes » de l'élargissement - les Scandinaves et le Parlement européen -, commencer à négocier avec quelques pays serait rétablir un nouveau rideau de fer en Europe. Il faut donc commencer à discuter avec tout le monde, quitte à aller plus vite avec les cinq ex-démocraties populaires sélectionnées par la Commission (« Différencier sans discriminer », dit le slogan à la mode). C'est la solution qui sera sans doute retenue à Luxembourg.

Mais combien de temps pourra-t-on faire déceimment durer les palabres avec la Bulgarie, la Roumanie, et surtout la Lettonie et la Lituanie, sans humilier ces pays? C'était pour éviter ce qui s'apparente à un élargissement forcé que la Commission et la France avaient proposé la création d'une Conférence Européenne, forum de discussions de sujets « d'intérêt commun » entre les Quinze et les Onze. Même si sa création est décidée à Luxembourg, elle sera bien vide de sens.

Bref, c'est à une belle fuite en avant à laquelle on assiste. L'affaire turque est venue encore compliquer la donne. La France et la Grande-Bretagne souhaitent, en effet, que la Turquie, dont la vocation à adhérer à l'Union a été reconnue en 1963, ne soit pas exclue du processus qui sera lancé à Luxembourg afin de ne pas

lui claquer la porte au nez. Le risque serait, dans un tel cas, de renforcer les secteurs anti-démocratiques de l'Etat turc. L'idée est donc d'inclure Ankara dans la Conférence européenne afin de renvoyer à plus tard la question de son adhésion. Mais le hic est que la Grèce brandit la menace d'un veto si la Turquie n'accepte pas de régler les nombreux contentieux que les deux pays ont entre eux. Résultat : le Conseil de Luxembourg pourrait bien être le « sommet de la Turquie », comme le craint le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. Ce qui achèverait de brouiller le message que les Quinze veulent envoyer aux pays d'Europe de l'Est.

Jean Quatremer